

Acte rendu exécutoire après :

- **transmission en Préfecture le : 07 OCT. 2025**
- **publication le : 07 OCT. 2025**

Rapport présenté par G. HUG

Session ordinaire	Début : 16h30 / Fin : 17h25
Convocation, ordre du jour et rapport préparatoire transmis le	23/09/2025
Convocation et ordre du jour publiés électroniquement le	23/09/2025
Présidence	Gérard HUG
Secrétaire de séance	Jean-Laurent KISTLER

Délégués statutaires	16	
Délégués présents	9	Myriam PARIS – Bertrand BURGER – Éric STRAUMANN – Lucien MULLER – Gérard HUG – Claude BRENDER – Christelle LEHRY – Jean-Laurent KISTLER – Hervé KRIEGER
Procurations	4	Myriam PARIS – procuration de Céline KERN-BORNI Christelle LEHRY – procuration de Odile UHLRICH-MALLET Jean-Laurent KISTLER – procuration de Lionel ROUILLON Hervé KRIEGER – procuration de Yann QUIQUANDON
Absents non représentés	3	Franck FAVRE – Christian ZIMMERMANN – Marie-Astrid VÉRON

PERSONNEL – DELIBERATION CADRE RELATIVE A L'INSTAURATION DU REGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJETIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (RIFSEEP) AU 01/10/2025

Vu le Code général de la fonction publique, et notamment ses articles L. 714-1 et suivants ;

Vu le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique d'État ;

Vu le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux ;

Vu l'arrêté du 27 août 2015 pris en application de l'article 5 du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 précité ;

Vu le décret n°2020-182 du 27 février 2020 relatif au régime indemnitaire des agents de la fonction publique territoriale ;

Vu le tableau des effectifs ;

Vu l'avis du CST placé auprès du CDG 68 rendu le 14 août 2025 ;

Considérant que ce régime indemnitaire se compose :

- d'une part obligatoire, l'Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise (IFSE) liée aux fonctions exercées par l'agent,
- et d'une part facultative, le Complément Indemnitaire Annuel (CIA), lié, pour partie, à la manière de servir et à la valeur professionnelle de l'agent ;

Considérant qu'il convient de définir le cadre général et le contenu de ce régime indemnitaire pour chaque cadre d'emplois ;

ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GENERALES A L'ENSEMBLE DES FILIERES : LES BENEFICIAIRES

Il est instauré au profit des agents titulaires et contractuels un CIA.

Le versement de ce complément indemnitaire, non reconductible automatiquement d'une année sur l'autre est laissé à l'appréciation de l'autorité territoriale sur la base de l'entretien professionnel annuel de l'agent et fera l'objet d'un arrêté individuel notifié à l'agent.

Sont bénéficiaires de l'IFSE, les fonctionnaires titulaires et stagiaires ainsi que les agents contractuels de droit public recrutés sur emploi permanent conformément au décret n°2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir les emplois permanents de la fonction publique ouverts aux agents contractuels.

Sont également bénéficiaires les contractuels recrutés dans le cadre d'un accroissement temporaire d'activité et les contractuels en contrat de projet.

MODALITES D'ATTRIBUTION INDIVIDUELLE

Le montant individuel attribué au titre de l'IFSE, et le cas échéant au titre du CIA, sera librement défini par l'autorité territoriale, par voie d'arrêté individuel, dans la limite des conditions prévues par la présente délibération (Cf. Annexe jointe).

Le CIA fera l'objet d'un versement annuel sous réserve de l'engagement professionnel et la manière de servir des agents seront pris en compte pour l'attribution de ce complément indemnitaire au regard des critères développés ci-dessous.

Le régime indemnitaire mis en place par la présente délibération est par principe exclusif de toutes autres primes et indemnités, par filière, liées aux fonctions et à la manière de servir.

L'I.F.S.E. est cumulable avec :

- l'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (exemple : frais de déplacement),
- les dispositifs d'intéressement collectif,
- les indemnités différentielles complétant le traitement indiciaire et la GIPA,
- les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes,...),
- la prime de responsabilité versée aux agents détachés sur emploi fonctionnel.

ARTICLE 2 : MISE EN ŒUVRE DE L'IFSE : DETERMINATION DES GROUPES DE FONCTIONS ET DES MONTANTS MAXIMA

CADRE GENERAL

Il est instauré au profit des cadres d'emplois, visés dans la présente délibération, une IFSE ayant vocation à valoriser les fonctions occupées par les agents, sur la base de critères professionnels retenus.

Elle reposera ainsi sur une notion de groupe de fonctions selon les catégories A, B, C qui ont été définis selon les critères suivants :

- Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception ;
- Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions ;
- Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.

Son attribution fera l'objet d'un arrêté individuel de l'autorité territoriale notifié à l'agent.

CONDITIONS DE VERSEMENT

L'IFSE fera l'objet d'un versement mensuel.

L'IFSE sera versé au prorata du temps de travail effectif notamment pour les agents qui seraient placés en situation de temps partiel thérapeutique.

CONDITIONS DE REEXAMEN

Le montant annuel de l'IFSE versé aux agents fera l'objet d'un réexamen :

- En cas de changement de fonctions (changement de groupe de fonctions avec davantage d'encadrement, de technicité ou de sujétions, ou mobilité vers un poste relevant du même groupe de fonctions) ;
- À minima, tous les 4 ans, en l'absence de changement de fonctions ;
- En cas de changement de cadre d'emploi pour donner suite à une promotion, ou la réussite à un concours ;
- En cas d'évolution de l'emploi ouvrant droit ou non au versement du montant correspondant aux anciennes indemnités de langues étrangères, travaux dangereux ou insalubres, indemnités des régisseurs d'avance ou de recette.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Bénéficieront de l'IFSE, les cadres d'emplois et emplois énumérés ci-après, par filière :

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE Cadres d'emplois	FONCTION PUBLIQUE D'ÉTAT Corps équivalents
Attachés territoriaux	Attachés d'administration de l'État (services déconcentrés)

Le montant individuel d'IFSE est versé au regard du rattachement du poste de l'agent à un groupe de fonction selon le référentiel métier (Cf. Annexe jointe), compte tenu des montants planchers et plafonds d'IFSE déterminés pour le groupe de fonction (Cf. Annexe jointe).

PAS DE MODULATION DE L'IFSE DU FAIT DES ABSENCES EN DEHORS DE LA GREVE

Type d'absence	Impact
Grève	Abattement dès le 1er jour de grève

En cas d'absence maladie (tous types), d'accident de travail ou de maladie professionnelle, l'IFSE suit le sort du traitement de base.

ARTICLE 3 : MISE EN ŒUVRE DU CIA

CADRE GENERAL

Il est instauré au profit des agents titulaires et contractuels un CIA.

Le versement de ce complément indemnitaire est laissé à l'appréciation de l'autorité territoriale et fera l'objet d'un arrêté individuel notifié à l'agent. Il ne sera pas modulé en fonction de l'absentéisme.

Les saisonniers sont exclus du dispositif.

CONDITIONS DE VERSEMENT

Le CIA est attribué de manière individuelle sur la base d'un engagement professionnel régulier et satisfaisant puis modulé à la hausse, attribué au mérite, en reconnaissance d'un engagement professionnel particulièrement fort ou de contributions spécifiques.

Le CIA étant attribué au regard de l'engagement professionnel et de la manière de servir de l'agent appréciés lors de son évaluation professionnelle annuelle, la collectivité versera le CIA aux agents concernés selon la fin de leur campagne d'évaluation annuelle. Le montant sera proratisé en fonction du temps de travail effectif. Il ne sera pas modulé en fonction de l'absentéisme.

CONDITIONS DE CUMUL

Le CIA fera l'objet d'un versement annuel à l'issue de l'entretien professionnel (entre octobre et décembre de l'exercice en cours).

L'engagement professionnel et la manière de servir des agents seront pris en compte pour l'attribution de ce complément indemnitaire au regard des critères développés ci-dessous.

Critères d'attribution :

- Implication, fiabilité, qualité du travail, initiative et responsabilité, agilité, posture et coopération professionnelles.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Le CIA pourra être attribué aux agents relevant des cadres d'emplois énumérés à l'article 2.

Les montants individuels du CIA seront déterminés individuellement entre 0 et 100% dans la limite :

- Des plafonds de CIA et des plafonds réglementaires et applicables à la fonction publique d'État ;
- D'une enveloppe budgétaire globale qui sera adoptée chaque année lors du vote du budget.

ARTICLE 4 : MISE EN ŒUVRE GENERALE DU DISPOSITIF

La présente délibération prendra effet le 1er octobre 2025.

Le montant individuel de l'IFSE et du CIA sera décidé par l'autorité territoriale et fera l'objet d'un arrêté individuel d'attribution.

Les crédits correspondants seront prévus et inscrits au budget.

Le Comité Syndical, après en avoir pris connaissance et avoir délibéré,

- **INSTAURE** l'indemnité de Fonctions, de Sujétion et d'Expertise (IFSE) dans les conditions indiquées ci-dessus ;
- **INSTAURE** le Complément Indemnitaire Annuel (CIA) dans les conditions indiquées ci-dessus ;
- **APPROUVE** l'inscription chaque année au budget des crédits correspondants et calculés dans les limites fixées par les textes de référence.

Adopté à l'unanimité
Pour extrait conforme

Le Président
Gérard HUG

